

CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD
NORTH ATLANTIC COUNCIL

EXEMPLAIRE
COPY

59

ORIGINAL: ANGLAIS/FRANCAIS
10 novembre 1961

NATO SECRET
DOCUMENT DE TRAVAIL
AC/119-TP(61)67

COMITE POLITIQUE

LA SITUATION EN EUROPE DE L'EST ET DANS LA ZONE
D'OCCUPATION SOVIETIQUE EN ALLEMAGNE

Rapport du Groupe d'Experts

RELATIONS EXTERIEURES DU BLOC SOVIETIQUE

L'Allemagne et Berlin

La relance par l'Union Soviétique des problèmes de l'Allemagne et de Berlin a constitué le thème central des relations extérieures des pays de l'Est européen au cours des six derniers mois. Tous les satellites de l'Est européen, y compris l'Albanie, ont approuvé la ligne suivie par Moscou et se sont déclarés prêts à signer un traité de paix séparé avec la prétendue "DDR".

2. L'afflux croissant de réfugiés a attiré de plus en plus l'attention de l'opinion mondiale sur la dégradation de la situation intérieure de l'Allemagne de l'Est et sur le ralentissement relatif de son taux de croissance économique. La Pologne, la Tchécoslovaquie et la Roumanie ont suivi l'exemple de l'Union Soviétique et ont offert une aide économique sous forme de livraisons supplémentaires de marchandises.

3. L'appui du bloc s'est manifesté dans la décision des 3-5 août des membres du Pacte de Varsovie qui s'est traduite le 13 août par la fermeture de la frontière du secteur de Berlin Est.

4. La décision d'augmenter le potentiel militaire des pays membres du Pacte de Varsovie pour soutenir la politique soviétique sur l'Allemagne a été suivie par une conférence, les 8 et 9 septembre des Ministres de la Défense et des Chefs d'Etat-Major des pays du Pacte de Varsovie. Cette conférence a été l'occasion d'un premier communiqué officiel du 25 septembre annonçant des manœuvres militaires des pays du Pacte de Varsovie. Ces manœuvres ont commencé vers le 8 octobre dans la zone soviétique d'Allemagne et d'importantes forces soviétiques, est-allemandes, polonaises et tchèques y ont participé. Elles ont été précédées par une concentration

NATO SECRET

de troupes soviétiques, surtout en Allemagne de l'Est, en Pologne et, selon certains rapports, en Tchécoslovaquie. L'accent mis sur l'état de préparation des forces s'est traduit également dans la plupart des pays par le maintien sous les drapeaux, de soldats du contingent, au-delà de leur temps normal de service, par un rappel sélectif de réservistes, par un accroissement des dépenses militaires, et par une activité accrue des services de la protection civile dans certains pays.

5. La propagande des pays satellites a pris pour thème les prétendus militarisme et esprit de revanche de l'Allemagne de l'Ouest et a également accusé les puissances occidentales d'encourager la République Fédérale à préparer une agression contre l'Europe de l'Est. La pratique consistant à adresser des notes et des mémorandums aux Gouvernements et aux Parlements occidentaux a été largement employée.

6. Après la fermeture de la frontière entre Berlin Est et Berlin Ouest, un certain désarroi s'est répandu en Europe orientale, particulièrement en Pologne et s'est traduit, dans la plupart des pays, par une fièvre d'achats et par la constitution de réserves. [Ce sentiment d'inquiétude est confirmé par un passage du discours de Gomulka du 10 septembre qui s'est efforcé de rassurer la population].

Autres aspects des relations extérieures

7. La Bulgarie a été utilisée comme un instrument pour accroître la tension sur le flanc sud de l'Alliance au cours d'une campagne dirigée particulièrement contre la Grèce. L'exercice OTAN "Checkmate II" qui a eu lieu en septembre a fourni à la Bulgarie le prétexte d'une attaque renouvelée contre l'appartenance de la Grèce et de la Turquie à l'OTAN. Les relations gréco-bulgares se sont gravement détériorées. La Bulgarie a utilisé le terme de "Dikat" dans sa note du 29 mai relative à l'attitude de la Grèce sur la question des indemnités pour faits de guerre dus par la Bulgarie. Les rapports entre les deux pays ont comporté d'autres éléments : la révélation des activités d'espionnage bulgare en Grèce, l'expulsion de Bulgarie d'un attaché militaire hellénique en juillet, la récente condamnation à mort du sacristain de l'Eglise grecque de Sofia et le retour en Bulgarie d'un certain nombre de communistes grecs qui vivaient en Pologne depuis la fin de la guerre civile hellénique.

8. Les pays satellites ont docilement soutenu l'Union Soviétique dans ses campagnes pour la "coexistence pacifique", la "Troïka", le "désarmement général et complet" et à propos des essais nucléaires. Les plans Rapacki et Stofca ont été quelque peu laissés dans l'ombre mais ils n'ont pas été enterrés.

9. A l'égard de la conférence des Etats non engagés de Belgrade, ils ont suivi l'évolution soviétique, partant d'une certaine réserve, pour aboutir à une attitude plutôt favorable.

10. Les pays satellites ont poursuivi une politique active visant à étendre l'influence du Bloc dans les pays sous-développés. Une assistance économique et technique a été offerte à de nombreux pays africains, spécialement au Ghana. Les pays satellites ont saisi l'occasion, sur le plan économique et diplomatique, offerte par le Gouvernement Quadros au Brésil et ils ont renforcé leurs liens commerciaux avec Cuba. L'Indonésie a signé un traité d'amitié et de coopération avec la Tchécoslovaquie, qui est le premier de ce genre signé avec un des pays du bloc de l'Est européen ; elle a créé avec la Roumanie une commission économique permanente et elle a en outre développé ses relations économiques avec les pays de l'Europe de l'Est.

RELATIONS A L'INTERIEUR DU BLOC

11. Les relations de l'Albanie avec le bloc soviétique se sont fortement aggravées, alors que ses liens avec la Chine communiste se sont renforcés. L'Albanie n'a pas été invitée au XXIème Congrès du Parti communiste et les dirigeants albanais ont été en butte à des attaques violentes de la part de M. Khrouchchev et d'autres dirigeants du Bloc qui ont laissé entendre que les relations avec l'Albanie ne pourront s'améliorer que si les dirigeants actuels s'en allaient ou faisaient amende honorable. Les rumeurs selon lesquelles l'Alliance était sur le point de quitter le Pacte de Varsovie n'ont pas encore été confirmées, mais l'Albanie n'a pas été représentée au cours de la réunion de septembre du Pacte.

12. De récentes démarches effectuées par l'Albanie auprès de certains pays de l'Ouest donnent à penser que le Gouvernement de ce pays conscient des dangers que comporte une attitude de défi à l'égard de Moscou, et qui éprouve peut-être des difficultés à obtenir de la Chine communiste la satisfaction complète de ses besoins économiques, recherche d'autres sources d'approvisionnement à l'Ouest pour se prémunir contre une situation imprévue actuelle ou future.

13. Le renouveau des attaques contre Staline et contre le groupe antiparti au XXIIème Congrès du P.C. de l'URSS risque d'entraîner des répercussions au sein des démocraties populaires d'Europe Orientale. Il est encore trop tôt pour mesurer la portée possible de ces répercussions, mais on peut dès maintenant, noter que le problème se pose.

14. Des visites très nombreuses ont été échangées entre les pays de l'Europe orientale : Tchécoslovaquie et Pologne, Roumanie et Hongrie en particulier. Quoique les communiqués communs publiés à l'issue de ces visites exaltent toujours l'amitié entre les peuples il semble que des difficultés subsistent dans leurs rapports.

15. Le Conseil économique d'assistance mutuelle (COMECON) a continué à étudier au cours d'une série de réunions les problèmes techniques que pose une coopération plus étroite, mais l'Albanie n'a pas assisté à ces réunions. Toutefois, cet organisme n'a joué aucun rôle dans l'aide bilatérale accordée à l'Allemagne de l'Est.

16. Le renforcement de l'intégration au sein du COMECON donne naissance à des tensions résultant des inégalités économiques et des reflexes nationalistes. Néanmoins, après de longues négociations qui ont eu lieu à Moscou, un nouvel accord commercial entre l'Union soviétique et la zone d'occupation soviétique en Allemagne a été annoncé en Mai. Aux termes de cet accord l'URSS accorde un crédit de DM. (0) 2 milliards pour affranchir le plus rapidement possible la zone soviétique d'occupation des importations de l'Ouest. L'économie de la zone soviétique, qui souffre d'une déperdition de main-d'œuvre, y compris un grand nombre de travailleurs spécialisés, n'a pu mener à bien certains plans du COMECON, par exemple la fourniture de matières premières essentielles à l'industrie polonoise de la lignite à l'industrie chimique tchèque.

Yougoslavie

17. Les relations entre la Yougoslavie et les pays du bloc oriental ont subi l'influence de deux sortes de contradictions : celles qui résultent des controverses de doctrine au sein du "camp socialiste" et celles qui existent du côté yougoslave entre l'affirmation de non engagement et la poursuite d'une politique étrangère, assez proche sur bien des points des thèses soviétiques.

SITUATION INTERIEURE

18. Les équipes gouvernementales sont en général restées stables, bien qu'il y ait eu certains remaniements. En Roumanie un nouvel organisme a été créé, le Conseil d'Etat, dont Georghiu-Dej est devenu Président cumulant ainsi les fonctions de Premier Secrétaire du Parti et de Chef de l'Etat (comme c'est le cas pour Novotny et Ulbricht). En Hongrie, Kádár cumule à nouveau les fonctions de Premier Secrétaire du Parti et de Premier Ministre (comme le fait Khrouchtchev). Les autres modifications semblent avoir été dictées par le désir d'augmenter l'efficacité économique et la sécurité intérieure. En Tchécoslovaquie, les modifications survenues semblent avoir été dues aux difficultés rencontrées dans l'agriculture et aux problèmes posés par la réorganisation administrative de l'an dernier.

19. Plusieurs gouvernements ont continué leurs efforts en vue de saper la force et l'influence de l'Eglise. La Hongrie et la Pologne ont pris d'autres mesures pour réduire l'influence du clergé catholique sur la jeunesse. L'Allemagne de l'Est a

pris prétexte de la fermeture de la frontière du secteur de Berlin pour affaiblir les organisations de l'église pangermaniste évangélique et de l'église catholique dans la zone soviétique et pour isoler les églises de l'Allemagne de l'Est.

Situation intérieure au point de vue économique

20. L'activité économique de l'Est européen s'est conformée au modèle des années précédentes, c'est-à-dire que la production industrielle a été généralement satisfaisante, le point noir étant l'impossibilité d'atteindre les objectifs assignés à la production agricole.

21. Il est probable que la production agricole atteindra à peu près le même niveau que l'an passé. C'est en Pologne que la récolte de céréales sera probablement la meilleure et la plus faible en Allemagne de l'Est en raison d'abondance des pluies et du mécontentement paysan.

22. L'agriculture est encore le point faible dans l'Europe de l'Est et les pénuries de denrées alimentaires, en particulier de viande, se sont fait jour et ont nécessité un rationnement en Tchécoslovaquie, en Roumanie et en Hongrie. Les déficits les plus graves se sont produits en Allemagne de l'Est où la population a exprimé publiquement son mécontentement. On ne peut attribuer ces pénuries à une cause unique, mais il semble que l'abattage du bétail dans les débuts de la collectivisation ait joué un rôle important. Dans certains pays, il est possible que les difficultés d'approvisionnement aient été aggravées par la Chine communiste qui aurait annulé des commandes et manqué à ses engagements d'exportations dans cette zone.

23. La collectivisation agricole, variable selon les pays, se heurte toujours à la résistance de la population, particulièrement en Pologne, en Allemagne de l'Est et en Hongrie. En Pologne, où la collectivisation est beaucoup plus en retard que dans les autres pays satellites, une mesure importante a été prise : la décision d'ajouter environ 10% (300.000 hectares) de la surface totale cultivable au secteur "socialiste" sous le prétexte que ces terres avaient été mal cultivées. En plus de la Bulgarie, la collectivisation est presque totalement réalisée en Roumanie et en Tchécoslovaquie.

24. Dans l'industrie, le taux de croissance pour le premier semestre a varié de 17% en Roumanie (selon les déclarations officielles) à 5% en Allemagne de l'Est (d'après les estimations) dont l'économie souffrirait de graves désordres. Il se dégage de tout cela une impression générale de progrès industriel mais il existe des points faibles dans l'industrie chimique tchécoslovaque, la métallurgie et les industries mécaniques hongroises et les industries mécaniques et la construction bulgare.

INCIDENCES SUR LE PLAN POLITIQUE

25. En ce qui concerne les incidences politiques, des récents événements survenus en Europe de l'Est, deux faits principaux sont à noter : (1) l'aggravation de la crise de Berlin qui pose la question de savoir comment et dans quelle mesure le rôle joué par les états du bloc de l'Europe de l'Est dans cette crise influera sur leur comportement vis-à-vis de l'Ouest et sur l'attitude de l'Ouest à leur égard. Cette question se pose particulièrement dans le cas de la Pologne, pays avec lequel des relations particulières se sont fait jour avec l'Ouest au cours des dernières années. (2) L'éloignement de l'Albanie à l'égard de Moscou et du reste du bloc de l'Est européen pose également le problème des répercussions qu'aura cette évolution sur les relations de ce pays avec le reste de l'Europe et d'autres parties du monde. Le Comité estime que cette dernière question devrait aussi retenir plus particulièrement l'attention du Conseil.

NOTES SUR L'EVOLUTION DANS CHAQUE PAYS

Zone d'occupation soviétique en Allemagne

26. Au cours du dernier semestre des difficultés économiques croissantes ont notamment pris le caractère d'une pénurie de denrées alimentaires de base et de nombreux biens de consommation. En juillet, la décision a été annoncée de réduire de façon draconienne la mesure dans laquelle le pays est tributaire des matières premières industrielles importées d'Allemagne de l'Ouest. Pour remplacer ces matières premières, le nouvel accord commercial passé avec l'Union Soviétique prévoit l'importation de 15.000 tonnes d'acier allié de haute qualité provenant de l'URSS ; toutefois, cet accord soulève de grandes difficultés par suite des différences entre les normes et les désignations de qualité. La redistribution des investissements en capital nécessités par les efforts du gouvernement pour se passer des importations occidentales se traduire par des épreuves encore plus grandes pour la population. La situation de l'agriculture est encore pire. La collectivisation a provoqué une aggravation très forte du moral des paysans qui s'est manifestée par leur refus d'allonger leur temps de travail et par des négligences dans la rentrée des récoltes et dans les soins au bétail. Un printemps pluvieux a retardé les semailles et certaines récoltes ont été détruites par des pluies diluviennes. Ces difficultés ont encore été aggravées par de sérieux désordres dans le système de distribution.

27. Le nombre des réfugiés a atteint le niveau mensuel le plus élevé depuis 1953, pour atteindre le chiffre de 10.000 par semaine au cours de la période précédant immédiatement le 13 août. Ce chiffre était symptomatique de la tension croissante

provoquée par l'aggravation de la crise internationale, la crainte d'une fermeture de la frontière, les menaces soviétiques d'un traité de paix séparé avec l'Allemagne de l'Est et la perplexité générale concernant la situation à Berlin. Des facteurs internes tels que l'insuffisance du ravitaillement, les pressions exercées sur les travailleurs de l'industrie et sur les paysans, le mécontentement provoqué par la collectivisation et des bruits de réforme monétaire ont également été des facteurs de mécontentement.

28. Depuis le 13 août, le Gouvernement de M. Ulbricht a abandonné toute prétention de gouverner avec le consentement populaire pour recourir aux menaces, à la force et à la brutalité pour imposer sa volonté. La législation contre les "éléments paresseux" permet de restreindre la liberté de mouvement et d'affecter la main-d'oeuvre à des travaux obligatoires. Cette législation a tout d'abord été utilisée en général contre les personnes qui traversaient le secteur (Grenzgänger) mais a été depuis appliquée à d'autres catégories. La délation a été encouragée et de lourdes peines ont été infligées pour punir certains "crimes contre l'Etat" : aider ceux qui ont fui à l'Ouest, critiquer le régime ou regarder la télévision occidentale. Des molestations au cours de réunions publiques et des expulsions de logements récents ou confortables sont monnaie courante. Le Gouvernement a pris des mesures de précaution pour contrôler la jeunesse et des milliers de jeunes ont été contraints sous la menace à s'engager dans les forces armées. En agissant ainsi les autorités d'Allemagne de l'Est veulent probablement réduire le risque de désordre dans les usines en concentrant la jeunesse dans les casernes.

29. La loi du 20 septembre sur la défense a fourni à Ulbricht la sanction légale d'une dictature militaire dès la déclaration d'un état d'urgence - cette déclaration devant être faite par lui-même sans autre forme de procès. Même si l'état d'urgence n'est pas déclaré, cette loi permet la réquisition des biens et l'expulsion de la population des zones à désigner. Elle a fourni un fondement juridique aux expulsions des régions frontalières. En cas d'urgence, les droits civiques prescrits dans la Constitution ou dans le Code du travail peuvent être suspendus. Des "tribunaux spéciaux", expressément interdits par la Constitution, pourront également être créés. Tout cet appareil législatif a donné au gouvernement un regain de confiance dans sa puissance, mais en contrepartie, il n'a jamais été aussi haï par la population. Des rumeurs ont circulé selon lesquelles la position d'Ulbricht pourrait être affaiblie, mais on ne voit pas qui pourrait lui succéder et un changement ne semble guère probable au cours de la crise actuelle.

30. En prenant des mesures destinées à isoler complètement Berlin Est de Berlin Ouest, les autorités de Pankow ont en même temps souligné l'incorporation de facto de Berlin Est dans la

zone soviétique en tant que "capitale de la DDR". Ainsi, Pankov a franchi l'étape décisive pour adapter les conditions à l'intérieur de sa sphère d'action à celles qui règnent dans les autres pays du bloc soviétique et pour éliminer un certain nombre de facteurs qui jusqu'à maintenant avaient rendu plus difficile l'édification totale de la société communiste. Maintenant qu'il est pratiquement impossible de s'échapper de la zone soviétique, le Gouvernement a pu acquérir une plus grande liberté d'action à l'intérieur. Les autorités de Pankow espèrent qu'elles pourront maintenant résoudre des problèmes internes qui avaient été laissés de côté jusqu'à maintenant sans tenir compte des désirs de la population, ce qu'il était obligé de faire dans le passé.

Cependant, Ulbricht et ses hommes de main conservent une emprise totale sur un peuple dont la lassitude s'est accrue lorsqu'il a constaté l'impunité avec laquelle le Gouvernement a pu retrancher Berlin Est du reste du monde. Toutefois, ceci ne veut pas dire que la population a abandonné son opposition au gouvernement et accepte celui-ci avec résignation. Au contraire, depuis le 13 août, la majorité de la population, et particulièrement la jeunesse, a adopté une attitude de résistance obstinée.

Albanie

31. La condamnation publique des dirigeants du parti du travail albanais par Khrouchtchev au cours du XXIIème Congrès apparaît comme la confirmation et la consécration des difficultés qui existaient entre Moscou et Tirana au moins depuis l'année dernière.

32. La raison pour laquelle l'Albanie a pris à l'égard de la politique de M. Khrouchtchev une position différente de celle des autres satellites européens tient principalement à la crainte des dirigeants albanais que la politique de "coexistence pacifique" ne risque de conduire à un nouveau rapprochement entre l'URSS et la Yougoslavie et à l'isolement de l'Albanie. Toutefois, il est évident que la personnalité des dirigeants, la forme du régime, les considérations d'ordre géographique et l'hostilité traditionnelle entre l'Albanie et la Yougoslavie ont pu jouer un certain rôle dans la fixation de cette attitude.

33. On a appris successivement depuis le printemps 1961 le rapatriement des techniciens soviétiques et satellites en Albanie et des boursiers albanais en URSS et dans les pays satellites, l'expulsion des attachés militaires albanais à Moscou et soviétique à Tirana et l'abandon par les forces soviétiques de la base de Valona (Saseno). L'amiral albanais Sejko, qui paraît avoir entretenu des rapports étroits avec le parti communiste de l'URSS, a été condamné à mort au mois de mai, pour complot contre l'Etat. Enfin, sur le plan économique, les rapports entre l'Albanie d'une part, l'URSS et ses satellites européens d'autre part, ont continué à se dégrader.

34. Les relations entre la Chine populaire et l'Albanie se sont au contraire resserrées. L'Albanie a obtenu en avril un crédit chinois de l'ordre de 125 millions de dollars.

35. Au cours du XXIIème Congrès les dirigeants albanais ont été attaqués par de nombreux orateurs notamment pour avoir rejeté la ligne du XXème Congrès, maintenu le culte de la personnalité et multiplié les actes arbitraires, pour avoir changé brutalement d'attitude à l'égard de l'URSS et apporté des restrictions à la diffusion des documents et de la presse soviétique, enfin pour avoir refusé d'exécuter des décisions du Pacte de Varsovie.

36. Après trois jours d'hésitation, le parti du travail albanais a réagi aux attaques au XXIIème Congrès en publiant une violente déclaration du Comité central qui reproche à Khrouchtchev d'avoir porté atteinte à l'unité du camp et aux principes de la Déclaration des 81 partis. Une campagne de réunions et de manifestations a été organisée depuis lors pour appuyer la position des dirigeants.

37. Le ton des déclarations soviétiques et albanaises laisse peu de chances à la conciliation. Cependant l'issue de l'affaire albanaise dépendra pour une large part de l'attitude adoptée par la Chine populaire, qui est directement intéressée dans cette querelle. La Chine a jusqu'à maintenant soutenu les dirigeants albanais, mais il est possible qu'elle poursuive en même temps des efforts pour tenter de rétablir l'unité du camp.

Pologne

38. Les élections nationales, qui se sont déroulées en avril, ont abouti à une victoire prévisible mais néanmoins importante pour le régime, en dépit des relations tendues entre l'Eglise et l'Etat. Les résultats n'ont guère fait apparaître de modification dans la situation, mise à part une réduction du groupe catholique "Znak".

39. Le gouvernement a fait pression pour réduire les fonctions de l'Eglise et minimiser son influence sur les jeunes. Il a annoncé son intention d'imposer un contrôle sur l'instruction religieuse en dehors des écoles, et l'Eglise, pour la première fois depuis 1956, a publiquement annoncé qu'elle entendait s'opposer à cette mesure. La bataille n'est pas encore totalement engagée. Une augmentation de 10% dans le nombre des membres du Parti a été signalée pour le premier semestre de 1961.

40. Dans le domaine agricole, le régime a semblé se préoccuper essentiellement d'une part du morcellement accéléré

des exploitations privées par le jeu des droits successoraux, et d'autre part des tenures qui tombent en jachère. Les autorités polonaises mettent actuellement en oeuvre les mesures juridiques et administratives nécessaires pour résoudre ces deux problèmes.

41. Les progrès économiques ont été relativement satisfaisants. Une révision des plans vers le haut a été effectuée, en raison des bons résultats obtenus. La hausse des prix a permis d'améliorer le rendement des fermes d'Etat, et les exportations agricoles se sont intensifiées. Toutefois, la crise du logement est toujours grave et le moral des travailleurs ne s'est pas amélioré. Il ne semble pas d'ailleurs devoir l'être par le Troisième Plan quinquennal, annoncé en mai, dont le principal objectif est de remédier aux déficits chroniques du commerce extérieur au moyen d'investissements destinés à accroître la production de matières premières.

Bulgarie

42. Le Gouvernement bulgare est demeuré stable, mais des difficultés intérieures, dues surtout, mais non exclusivement, aux échecs subis sur le plan économique, se sont manifestées par certains phénomènes; tels que la réduction des contacts entre les Bulgares et les ressortissants de pays n'appartenant pas au bloc; des expulsions de Sofia; des différends entre autorités locales et dirigeants du Partis, entre fonctionnaires subalternes dans le domaine économique, et au sein de la direction centrale des syndicats. Ces mesures ont également servi à consolider le pouvoir du Secrétaire du Parti Zhivkov.

43. La dissolution des troupes de l'intérieur, unités d'élite du régime, semble avoir été due à la nécessité de lutter contre les tendances staliniennes subsistant parmi les cadres de ces unités.

44. Le régime a accentué sa pression sur la minorité musulmane.

45. Au cours du premier semestre de 1961, la production industrielle bulgare se serait accrue de 11,9% par rapport à celle du premier semestre de l'année écoulée. La production du blé a marqué un fléchissement considérable, partiellement en raison de la sécheresse, et l'économie s'est trouvée placée devant la perspective d'une pénurie aussi bien de céréales que d'aliments du bétail.

Hongrie

46. Les remaniements ministériels, au cours desquels Kadar a succédé au vieux Munnich aux fonctions de Premier Ministre, signifient, semble-t-il, que le Gouvernement s'efforce d'améliorer

son efficacité et son autorité, mais ils se sont également traduits par une redistribution des partisans de Kadar, à l'avantage à la fois du Gouvernement et du Parti. Deux économistes éminents ont été appelés au Gouvernement. La promotion du Ministre de l'Intérieur, et les antécédents de son successeur, laissent supposer qu'aucun relâchement de la sécurité intérieure ne sera toléré.

47. L'abolition des "Tribunaux du Peuple", qui avaient été créés en 1957 pour exercer une vengeance contre les participants au soulèvement, laisse supposer que le régime estime être allé aussi loin que possible dans cette voie.

48. Toutefois, il a continué de faire preuve d'une extrême rigueur contre l'Eglise Catholique Romaine. La condamnation à de longues peines de prison d'un groupe d'ecclésiastiques et de laïques en juin a été suivie d'autres arrestations. Les dernières victimes, des jeunes gens pour la plupart, auraient été membres de la Ligue chrétienne, organisation qui avait été créée en 1956. Le chef de la Congrégation des Evêques, l'Archevêque Grosz, qui mourut en octobre, a eu pour successeur l'Evêque Endre Hamvas, dont le caractère serait encore plus docile. D'autre part, le Gouvernement accorde tout son appui aux groupements de prêtres soumis au régime : "Mouvement des Prêtres pour la Paix" et "Opus Pacis" dont le Secrétaire Général, le prêtre excommunié Beresztoczy, vient d'être élu Vice-Président de l'Assemblée Nationale.

49. Le Gouvernement a une fois de plus révisé son deuxième Plan quinquennal (1961-1965), en réduisant le taux annuel d'investissement et l'augmentation prévue de la consommation individuelle. L'exécution des plans d'investissement de 1961 a été retardée, faute de main-d'œuvre, de ciment et d'équipement industriel. Il semblerait aussi que la Hongrie connaisse des difficultés de balance des paiements. L'agriculture est handicapée par une pénurie de tracteurs. Néanmoins, le niveau de vie général n'a pas souffert, du moins jusqu'à maintenant, et des assouplissements ont été apportés aux règlements régissant les achats à crédit.

50. Dans ses relations internationales, la Hongrie a continué de rechercher une respectabilité totale et la suppression de la question hongroise de l'Ordre du jour de l'Assemblée Générale des Nations Unies, mais en invitant l'ancien Président de l'Assemblée des Nations Unies Boland, elle ne s'est pas montrée prête à donner les assurances qui auraient pu rendre cette invitation acceptable.

Tchécoslovaquie

51. Les remaniements ministériels qui sont intervenus en Tchécoslovaquie semblent motivés par l'inquiétude que les problèmes agricoles inspiraient aux pouvoirs publics au début de l'année. A l'époque, les cadres subalternes des comités

nationaux auxquels de nouveaux pouvoirs avaient été donnés dans le cadre de la réorganisation administrative de 1960 ont été blâmés pour leur échec en face du conservatisme paysan, pour la perte de main-d'œuvre agricole en faveur des villes et pour les résultats nettement insuffisants de leurs efforts de recrutement. La nomination de l'ancien ministre de l'Intérieur Barak, à la tête de la nouvelle Commission de Direction des Comités nationaux, est de toute évidence destinée à remédier à cette situation.

52. En dehors de cela, cette période ne s'est signalée par aucun événement notable. Le Gouvernement s'est penché sur le problème du logement et des chemins de fer. L'industrie minière a souffert d'une pénurie de main-d'œuvre dans la région d'Ostrava et a été marquée par un certain nombre d'accidents.

53. Les relations diplomatiques de la Tchécoslovaquie avec les Etats-Unis et la Yougoslavie ont eu à souffrir de certains incidents.

54. La Tchécoslovaquie continue d'être le fer de lance de la pénétration du bloc dans les pays sous-développés, notamment en Afrique et en Amérique Latine, ainsi qu'un centre d'entraînement aux activités subversives.

Roumanie

55. Le nouveau Conseil d'Etat, présidé par Georghiu-Dej, dispose de pouvoirs étendus ; il est notamment chargé de la promulgation des textes législatifs et de la représentation de son pays dans les affaires étrangères.

56. La situation économique a été relativement satisfaisante. L'industrie roumaine, qui était jusque là en retard, se développe à un rythme qui est le plus rapide de tous ceux enregistrés dans les pays du bloc de l'Europe de l'Est. La production agricole promet d'être au-dessus de la moyenne, encore qu'elle soit considérablement en deça des prévisions. Toutefois, certaines pénuries plus importantes que la normale, sont à noter pour certaines denrées principales. Le Gouvernement a rendu publics des plans concernant la fusion des exploitations agricoles, la mécanisation, l'irrigation et visant à assurer une meilleure formation aux travailleurs agricoles. Une baisse a été enregistrée dans le prix de certains biens de consommation.

57. Jusqu'ici, la Roumanie a joué un rôle secondaire dans la campagne soviétique au sujet de Berlin, et a continué de déployer des efforts pour améliorer ses relations avec certains pays occidentaux.

Position de la Yougoslavie

58. A la Conférence de Belgrade des Etats non alignés, la Yougoslavie a pris une position qui ressemble de façon frappante à celle de la Russie dans certains domaines importants,

encore qu'une attitude plus réservée ait été davantage dans le ton des indications que de hauts fonctionnaires yougoslaves avaient précédemment fournies. Dans son discours du 3 septembre à la Conférence, Tite a exposé les vues yougoslaves sur Berlin, l'Allemagne et d'autres questions d'actualité en des termes rappelant ceux des déclarations soviétiques. Il a omis de critiquer la reprise des essais nucléaires par les Soviétiques ; il a donné de la position occidentale sur Berlin une image déformée, et a opposé la société "socialiste" de l'Allemagne de l'Est, où rien à son avis ne donnait lieu à critique, à la société "revancharde" et "capitaliste" de la République Fédérale d'Allemagne. Toutefois, il n'est pas allé jusqu'à approuver un traité de paix séparé avec la prétendue "DDR". Sa position sur le désarmement est quelque peu ambiguë, mais sa remarque au sujet des "fanatiques du contrôle" a eu des effets défavorables, notamment aux Etats-Unis. Bien que la délégation yougoslave ait sembler-il joué un rôle un peu plus réservé ou modérateur dans les sessions privées sur certaines questions proposées pour inclusion dans le communiqué, elle aurait aussi tenté, mais sans succès, de persuader d'autres délégations d'inclure les vues soviétiques sur Berlin et l'Allemagne dans le communiqué final.

59. Par la suite, Belgrade s'est efforcé, notamment dans le discours du Ministre des Affaires étrangères Popovic aux Nations Unies, d'atténuer l'impression défavorable qu'avaient créée les déclarations yougoslaves à cette conférence. La visite de M. Popovic à Moscou en juillet dernier semble avoir été liée en partie au désir de Moscou d'influencer la position yougoslave à la Conférence de Belgrade. Un voyage de M. Gromyko à Belgrade est envisagé. Toutefois, la querelle idéologique s'étale encore au grand jour. Les allusions au "révisionnisme" contenues dans le projet de programme du CPSU ont provoqué une réponse tardive mais vive de la part de la Yougoslavie. Ceci a été quelque peu compensé par le fait que l'URSS et les membres du bloc européen au Congrès ont réservé le plus gros de leurs attaques à l'Albanie et au stalinisme et non au révisionnisme yougoslave.

60. En ce qui concerne les relations de la Yougoslavie avec la plupart des satellites, aucun événement important n'est intervenu. Les relations sont correctes mais fraîches, avec de temps à autres des éclats aux échelons subalternes qui reflètent la persistance des antagonismes fondamentaux. Ont fait exception à cette règle, la Chine, l'Albanie et la Bulgarie, avec lesquelles les relations sont mauvaises. Les relations avec la Chine se poursuivent à leur échelon désormais habituel, c'est-à-dire à l'échelon subalterne, la propagande yougoslave tirant parti au maximum des difficultés économiques de la Chine communiste. Le procès pour trahison qui s'est tenu en mai à Tirana fut l'occasion d'attiser le discord entre Albanais et Yougoslaves. L'expulsion de Sofia de l'attaché de presse yougoslave en mars dernier et les récriminations au sujet de

la prétendue question de la Macédoine ont en outre envenimé les relations avec la Bulgarie. Les relations avec la Tchécoslovaquie ont été quelque peu perturbées par la mystérieuse affaire au cours de laquelle l'attaché culturel yougoslave aurait été drogué à Prague en avril dernier, ce qui a été le point culminant d'une série d'incidents irritants auxquels a été mêlé tout le personnel de l'Ambassade yougoslave. La récente expulsion de Tchécoslovaquie du correspondant du Tanjug est peut-être aussi l'indice d'une nouvelle aggravation de la situation.

61. Bien que les relations de la Yougoslavie avec la plupart des pays occidentaux, notamment avec la Grèce, demeurent satisfaisantes, les commentateurs yougoslaves ont poursuivi leurs attaques contre la politique occidentale, en particulier en Afrique. La mort de M. Hammarskjöld leur a servi d'excuse pour se livrer à de violentes critiques contre l'attitude occidentale sur le problème du Congo. Un élément particulièrement frappant a été l'hostilité accrue de la Yougoslavie à l'égard de la République Fédérale d'Allemagne, dont le ton a été donné par certaines parties du discours du Président Tito en juin dernier à Tito et Uzice.

62. L'attitude des Yougoslaves dans leurs rapports avec le bloc soviétique paraît être actuellement une attitude d'attente. Ils ne peuvent qu'être satisfaits de la campagne de déstalinisation lancée à nouveau par Khrouchchev à l'occasion du XXIIème Congrès. Ils ne peuvent également que se féliciter de voir leurs ennemis directs, les Albanais, publiquement condamnés à Moscou. Mais il leur est en même temps difficile d'applaudir trop ouvertement à l'emploi par l'URSS à l'égard de Tirana de méthodes qui rappellent singulièrement celles qui ont été utilisées contre Tito en 1948. Cette ambiguïté de la position des Yougoslaves explique leur silence, mais on peut penser que l'accentuation des divergences entre Moscou et Pékin sera regardée par les dirigeants de Belgrade comme une raison supplémentaire pour accorder leur appui au moins conditionnel, à Khrouchchev.

OTAN/NATO
Paris, XVIe.